



© Jean-Marc Tiptet

Plan d'action du Gret

pour contribuer à la reconstruction en Haïti

Depuis quinze ans, le Gret travaille dans les quartiers populaires de Port-au-Prince, en partenariat avec la Camep (entreprise publique fournisseur d'eau potable), les pouvoirs publics haïtiens (Dinepa - Direction nationale de l'eau potable et l'assainissement), et les populations de ces quartiers.

Le Gret intervient sur l'accès aux services essentiels et le développement social urbain. Il a appuyé la Camep dans la mise en place d'un système de distribution d'eau potable par bornes-fontaines payantes, à un tarif abordable et gérées par des comités de quartiers (les komités dlo), élus par les populations, qui jouent un rôle important dans la relation entre habitants et pouvoirs publics. Les bénéfices de la vente de l'eau sont utilisés par les comités pour financer des infrastructures collectives dans les quartiers. Fin 2009, la moitié des quartiers de la capitale était équipée en bornes-fontaines, approvisionnant plus de 800 000 personnes.

Le 12 janvier 2010, un séisme dévastateur a frappé la capitale haïtienne ainsi que plusieurs villes secondaires du Sud-Est du pays. D'ores et déjà, le Gret est mobilisé pour participer à la reconstruction d'Haïti. Son équipe, composée de 26 salariés locaux et deux expatriées, est saine et sauve. Elle s'engage, aux côtés des populations des bidonvilles, des pouvoirs publics et des comités de quartiers, pour faciliter l'arrivée de l'aide d'urgence, relancer l'approvisionnement en eau potable et participer à une reconstruction durable.

Le Gret se mobilise d'abord pour que les quartiers défavorisés de Port-au-Prince ne soient pas oubliés par l'aide humanitaire qui afflue suite au séisme. Le Gret s'inscrit également à plus long terme pour penser et accompagner la reconstruction et la relance de processus de développement durable.



Phase 1

L'accès à l'aide d'urgence et l'approvisionnement en eau potable dans les quartiers défavorisés de Port-au-Prince

Dans la phase d'urgence, la plus-value du Gret relève d'une bonne connaissance des quartiers défavorisés de Port-au-Prince, de contacts étroits avec leurs organisations sociales et d'un réseau au sein des institutions publiques et des ONG haïtiennes.

Ses actions prioritaires sont les suivantes :

- **Réaliser un diagnostic de la situation dans les quartiers défavorisés**

Le Gret a lancé un diagnostic des situations dans les différents quartiers : état du bâti, accessibilité, accès à l'eau potable, personnes ressources mobilisables, risques liés à des répliques ou à l'approche de la saison des pluies, etc. Ce diagnostic, en cours de finalisation, sera bientôt mis à disposition des autorités sectorielles et des ONG qui le souhaitent pour orienter leurs actions selon les priorités identifiées.



- **Faciliter les interventions d'urgence dans les quartiers défavorisés**

Le Gret n'est pas une ONG d'urgence et n'a pas vocation à intervenir directement sur l'aide aux blessés et à la survie des populations. Pourtant les besoins sont énormes et immédiats. Aussi, le Gret se positionne en interface entre des ONG d'urgence et des personnes ressources de ces quartiers, pour

faciliter l'orientation des interventions. Les comités de gestion de l'eau sont des interlocuteurs légitimes pour assurer la distribution de l'aide humanitaire auprès des familles sinistrées.

Entraide Médicale Internationale, la Croix Rouge Suisse, Solidarités, Cordaid et Architectes de l'Urgence ont été orientés vers l'équipe du Gret Haïti pour identifier les quartiers prioritaires dans leurs domaines respectifs de compétence.

- **Appuyer les pouvoirs publics et les comités de gestion pour la relance de l'approvisionnement en eau potable dans les quartiers défavorisés**

Depuis le lendemain du séisme, la Dinepa et la Camep sont opérationnelles et actives. Les komités dlo sont mobilisés pour participer aux interventions d'urgence et réfléchir à la phase de reconstruction.

La Dinepa coordonne les interventions des bailleurs et opérateurs dans le domaine de l'eau potable. Un cluster WASH (Water, Sanitation and Hygiene) a été mis en place par la Dinepa et l'Unicef, pour coordonner les actions dans le secteur de l'eau potable pendant cette phase d'urgence. Le Gret participe activement à cette plate-forme pour appuyer les actions en direction des quartiers défavorisés, qu'il connaît pour y travailler depuis quinze ans.

La Camep et le Gret mobilisent le réseau des komités dlo pour faciliter les interventions d'urgence et assurer les distributions en eau potable dans les quartiers. Une cellule de coordination regroupant des représentants des huit « blocs » couvrant la totalité des quartiers défavorisés équipés par la Camep, a été mise en place.

Phase 2

La relance post-urgence

Dés à présent, des enjeux d'intervention post-urgence se posent à Port-au-Prince. Pour le Gret, il s'agit d'intervenir avec les pouvoirs publics et les populations pour recréer des conditions minimales d'habitabilité des quartiers, tout en préparant la phase de reconstruction. Ces quartiers, pour la plupart situés au cœur de la ville, doivent rapidement être en capacité d'accueillir à nouveau des populations vulnérables. Dans cette phase, l'action du Gret se centre sur le déblaiement des quartiers et la relance d'activités économiques, la réhabilitation du dispositif d'accès à l'eau potable et l'accès à d'autres services de première nécessité.

- **Contribuer à recréer des conditions minimales d'habitabilité dans les quartiers populaires**

Après la phase d'urgence extrême, l'accent est mis sur des actions de déblaiement et de relance de l'activité économique afin que ces quartiers soient accessibles à l'aide et retrouvent des conditions minimales d'habitabilité. Le Gret encadre des initiatives de « cash for work » via l'organisation de chantiers collectifs de déblaiement et de réutilisation des gravats (remblaiement, etc.). Ces initiatives améliorent l'accessibilité des quartiers et relancent une petite économie familiale en injectant de l'argent parmi la population aujourd'hui démunie. Afin de s'inscrire dans une démarche de reconstruction sociale des quartiers et de minimiser les risques de détournements, le Gret s'appuie sur les organisations sociales en place pour assurer la gestion locale de ces actions collectives.

- **Appuyer la réhabilitation du dispositif « eau potable + comités » dans les quartiers défavorisés, en collaboration avec les pouvoirs publics**

Parallèlement, le Gret se mobilise aux côtés de la Camep et de la Dinepa, pour la réhabilitation des réseaux d'eau potable et la restructuration des comités de gestion.

En fonction de l'état des réseaux, le Gret travaille à la remise en état du service public d'eau potable (conduites, réservoirs et bornes-fontaines), pour ne pas laisser l'approvisionnement par camion comme seule alternative aux populations. La priorité est donnée à la mobilisation des petits entrepreneurs locaux et de la population, de façon à maximiser l'effet redistributif des actions entreprises.

- **Appuyer l'accès des populations des quartiers populaires à d'autres services de première nécessité**

En complément de son action dans le domaine de l'eau, le Gret facilite l'accès des populations à d'autres services de première nécessité, en assurant un rôle d'interface avec des ONG spécialisées ou en intervenant directement. Cette action inclut à l'heure actuelle l'approvisionnement en kits de soins de première nécessité et en abris. Il s'agira sans doute demain de répondre à des besoins en matière d'accès à l'assainissement et à l'énergie, de nutrition, d'éducation et de santé. Ces premières réponses, conçues et mises en œuvre avec les acteurs locaux, constituent aussi une étape préalable à la mise en place future de services durables et diversifiés dans les quartiers populaires jusqu'alors délaissés.



© Julie Tipret

Phase 3

L'appui à un processus de reconstruction et de développement durable en Haïti

Demain, le Gret participera à la reconstruction durable et équitable de Port-au-Prince. Ses interventions futures doivent être pensées dès à présent et articulées aux actions immédiates. L'intégration urbaine à Port-au-Prince de quartiers populaires reconstruits de manière durable est un premier enjeu. Le rééquilibrage des pouvoirs et de l'aménagement du territoire entre la capitale et le reste du territoire haïtien, constitue le second enjeu. Il concerne aussi bien le rôle et la capacité des villes secondaires, comme il questionne la capacité de l'agriculture paysanne haïtienne à fournir des opportunités d'emploi aux jeunes ruraux et à nourrir la population urbaine haïtienne.

Dans cette perspective, le Gret souhaite à moyen terme :

- **Accompagner le développement et l'intégration urbaine des quartiers populaires de Port-au-Prince**

La destruction de nombreux bidonvilles, souvent construits de manière anarchique, est une opportunité pour repenser l'aménagement des quartiers populaires, et plus largement de Port-au-Prince. Il ne s'agit ni de faire disparaître ces quartiers en créant des camps de réfugiés de long terme en périphérie de la ville, ni de les reconstruire à l'identique. L'itinéraire de la reconstruction de ces quartiers doit être celui de leur consolidation urbaine et sociale.

Cet enjeu crucial soulève de nombreuses questions liées notamment :

- ▷ aux rôles des différents acteurs (collectivités locales, État, société civile) dans le développement local... ;
- ▷ à l'aménagement urbain et notamment la prise en compte d'espaces collectifs et de voiries permettant une meilleure accessibilité des quartiers populaires ainsi que leur assainissement ;
- ▷ à la promotion d'un habitat durable adapté aux risques naturels, accessible financièrement et compatible avec des démarches d'autoconstruction ;
- ▷ à l'accès aux services de base : eau mais aussi assainissement et électrification et les actions associées de prévention en matière de santé et d'éducation.

Le Gret s'appuiera sur les comités de quartier et coordonnera ses actions avec le CIAT (Comité interministériel à l'aménagement du territoire, ins-



titution publique désignée pour coordonner la reconstruction), pour concevoir et mettre en œuvre des initiatives d'envergure en matière de reconstruction des quartiers populaires. Il collaborera également avec des spécialistes en génie civil, urbanisme, droit foncier. L'intégration des besoins des habitants des quartiers et leur mobilisation directe ou *via* l'intermédiaire des organisations locales existantes, constituent des éléments déterminants de la réussite future des actions engagées.

Enfin, pour le Gret, la reconstruction et l'intégration des quartiers populaires impliquera également des actions en faveur d'offres de services durables et diversifiés, ainsi que l'appui au développement économique (microcrédit, formation et insertion professionnelle, activités génératrices de revenu, etc.).

- **Accompagner le rééquilibrage entre capitale et villes secondaires, villes et campagnes en Haïti**

Le séisme a entraîné un exode urbain de Port-au-Prince vers les campagnes et les villes secondaires. Même si un grand nombre d'habitants de la capitale y reviendront, ce bouleversement peut encourager un certain rééquilibrage entre la capitale et les villes secondaires, entre les villes et les campagnes en Haïti, dans le cadre d'une politique de décentralisation politique et de développement rural.

Le Gret souhaite ainsi poursuivre ses activités de développement de l'accès aux services essentiels (eau, énergie, assainissement) dans les villes secondaires, notamment dans la région du Sud, où il est présent depuis longtemps (villes de Saint-Louis et d'Aquin). Les enjeux portent évidemment sur l'amélioration de l'offre de services aux populations, mais aussi et avant tout sur le renforcement des capacités de gestion par les pouvoirs publics (gestion décentralisée, tarification, régulation, etc.).

Enfin, l'agriculture, thème historique du Gret en Haïti, ne doit pas être oubliée. Le renforcement des capacités de production des populations rurales et la mise en place de modalités de reconstitution et de gestion pérenne des ressources naturelles sont indispensables à son redémarrage. Il s'agit également de travailler sur l'organisation de filières de transformation et de commercialisation des productions agricoles, dans le double objectif de répondre aux besoins alimentaires des populations urbaines, qui dépendent aujourd'hui avant tout d'importations, et de maintenir une part importante de la valeur ajoutée, donc de la population, en milieu rural.

Ces lignes d'actions, non exclusives, constitueront les priorités stratégiques du Gret pour les années à venir. ■